

L'appui d'Exportation et développement Canada aux combustibles fossiles compromet les objectifs climatiques du Canada

Des acteurs canadiens et internationaux exhortent Ottawa à se tourner vers une reprise économique faible en carbone. Un tel programme de rétablissement doit comporter la remise en question du soutien massif de la banque d'exportation du Canada, Exportation et développement Canada, en faveur des combustibles fossiles.

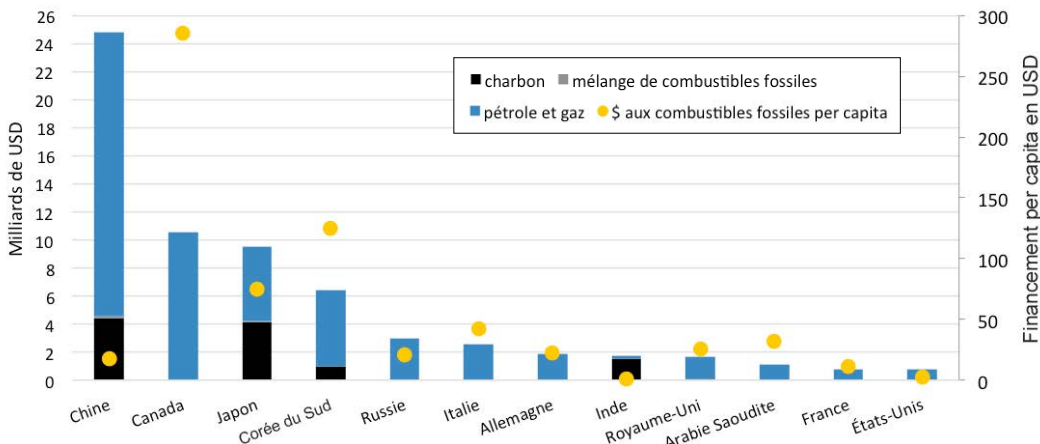
Entre 2016 et 2018, le Canada a fourni un **financement public aux combustibles fossiles** supérieur à tout autre pays du G20 à l'exception de la Chine. Le financement est venu d'Exportation et développement Canada, qui a fourni une somme moyenne de 13,8 milliards de dollars par année aux entreprises pétrolières et gazières canadiennes et étrangères.

De nombreuses institutions financières, y compris des banques publiques comme la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement, **se sont engagées** à retirer leur appui à la production de combustibles fossiles. La **France** et la **Suède** ont indiqué à leurs agences de crédits à l'exportation d'aller dans la même direction ; la Suède est d'ailleurs prête à retirer tout crédit à l'exploration et l'extraction de combustibles fossiles d'ici 2022.

Mais même si EDC a adopté certaines restrictions dans son soutien au charbon, l'organisme ne prévoit pas réduire son aide totale aux combustibles fossiles. Le gouvernement fédéral s'est engagé à renforcer ses cibles d'émissions d'ici 2030 et s'est fixé un objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Cependant, Ottawa n'a pas ordonné à EDC d'harmoniser son financement avec les engagements climatiques du Canada.

Above Ground et 10 autres organismes en appellent à des **réformes** législatives qui empêcheraient EDC de soutenir les entreprises ou les projets de combustibles fossiles au pays et à l'étranger.

Les 12 pays du G20 qui accordent le plus important financement public aux combustibles fossiles (en total et per capita), moyennes annuelles pour 2016-2018, milliards USD



Graphique et données fournies par Oil Change International.

EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA (EDC) est une société de la Couronne qui fournit chaque année environ 200 milliards de dollars en prêts, assurances et autres types d'aide aux entreprises canadiennes et étrangères.

POSITION D'EDC SUR LE CLIMAT

La première cible en matière de climat d'Exportation et développement Canada, établie en 2020, consiste à réduire son soutien de financement à six secteurs d'industrie à forte intensité de carbone de 15 % d'ici 2023, comparativement à 2018. La cible ne s'applique qu'à moins d'un cinquième du portefeuille d'EDC, qui ne démontre aucune intention de réduire les émissions globales associées à ce portefeuille.

**ABOVE
GROUND**

Alimenter la crise climatique

QUELQUES-UNS DES CLIENTS D'EDC DANS LE DOMAINE DES COMBUSTIBLES FOSSILES :

Depuis 2010, EDC a consenti jusqu'à 5,5 milliards de dollars à **TC Energy** (auparavant TransCanada) et à ses partenaires commerciaux dont certains destinés à l'oléoduc Keystone et au projet d'expansion Keystone XL. L'augmentation de la capacité d'exploitation des sables bitumineux par Keystone XL pourrait entraîner une hausse des **émissions de l'industrie de l'ordre de 36 pourcent**.

L'exploitant de sables bitumineux **Suncor** a reçu jusqu'à 1 milliard de dollars de prêts d'EDC depuis 2010. Suncor et d'autres minières exploitant des sables bitumineux poursuivent l'expansion de leurs bassins de résidus même s'il n'existe aucune technique de nettoyage avérée. D'après certaines informations, les bassins de résidus de Suncor renferment environ **le quart des résidus totaux de sables bitumineux** en Alberta.

Teck Resources a bénéficié de plus de 1,2 milliard de dollars de soutien d'EDC depuis 2014. Teck cherche actuellement à **agrandir considérablement l'une des plus grandes mines de charbon au Canada** malgré des problèmes systémiques de pollution qui lui ont valu des **amendes record**. Entre 2008 et 2020, l'entreprise planifiait également la construction de la plus grande mine de sables bitumineux albertaine à ce jour.

EDC a accordé un prêt allant jusqu'à 500 millions de dollars à l'entreprise pétrolière publique colombienne **Ecopetrol** depuis 2016, malgré une **feuille de route** peu enviable en matière de dommages environnementaux. Ecopetrol est aujourd'hui sous **investigation criminelle** pour un déversement pétrolier en 2018 qui a provoqué l'un des pires désastres environnementaux depuis des décennies en Colombie.

EDC a octroyé à **Trans Mountain Corporation** jusqu'à 6,3 milliards de dollars en prêts tirés du Compte du Canada à ce jour. Ce compte est utilisé pour faciliter des prêts considérés par le gouvernement comme d'intérêt national, mais qu'EDC n'appuie généralement pas en raison d'un niveau de risque trop élevé. L'accroissement de la production de sables bitumineux provoquée par l'expansion de l'oléoduc entraînera un volume d'émissions équivalent à l'ajout de **3 millions de voitures sur la route chaque année**.

L'entreprise indienne **Tata Power** a reçu en 2014 un prêt d'EDC malgré de graves problèmes de pollution à son **usine de charbon Tata Mundra** qui ont retenu l'attention internationale. L'entreprise a reçu un autre prêt en 2015, même après avoir été mise sur la liste noire du fonds de pension du gouvernement norvégien en raison de son **recours massif aux centrales thermiques au charbon**.

« Nous savons maintenant que limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré n'exige pas seulement de laisser en terre les réserves de combustibles fossiles, mais également d'accélérer la désaffectation des infrastructures existantes de charbon, de pétrole et de gaz.

Et malgré tout, les leaders canadiens persistent à aller dans la direction opposée. »

— Mary Robinson, ancienne Haute Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et ancienne Envoyée Spéciale de l'ONU pour les changements climatiques, *Globe and Mail*, juillet 2020.